

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I- ÉVOLUTION ET APPORT DE L'ARBITRAGE	1
Introduction	3
CHAPITRE 1- L'IMPLANTATION PROGRESSIVE DU RÉGIME ARBITRAL	5
Section 1- À la recherche d'une justice adaptée.	5
§ 1.1 – L'influence civiliste d'une réglementation des conflits de droit fondés sur la convention collective du travail	6
§ 1.2 – L'émergence d'un mode original de régulation des conflits collectifs du travail	14
Section 2- L'amorce d'un nouveau régime de justice.	21
§ 2.1 – L'arbitrage obligatoire et final de grief.	21
§ 2.2 – L'arbitrage en contexte contemporain	25
Section 3- L'élargissement des frontières de l'arbitrage.	28
CHAPITRE 2- LES RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL : LE MILIEU HABITUEL DE L'ARBITRAGE DE GRIEF	33
Section 1- Synopsis des régimes de rapports collectifs du travail.	34
§ 1.1 – Le régime général des rapports collectifs du travail.	34
§ 1.2 – Les relations du travail dans l'industrie de la construction	37

§ 1.3 –	Le régime collectif du travail à la Sûreté du Québec	39
Section 2-	La convention collective du travail	41
§ 2.1 –	La nature juridique de la convention collective . .	43
§ 2.2 –	Les conditions d'existence de la convention collective	45
§ 2.3 –	Le contenu de la convention collective	49
§ 2.4 –	Les effets de la convention collective	55
§ 2.5 –	La convention collective en contexte des régimes particuliers de rapports collectifs du travail.	58
CHAPITRE 3-	LE PARTICULARISME DE LA JUSTICE ARBITRALE DE GRIEF	61
Section 1-	La rationalité de la justice arbitrale	61
Section 2-	La structure interne et les modalités de fonctionnement du régime arbitral	64
Conclusion		69
TITRE II-	LES SOURCES DU DROIT DE L'ARBITRAGE DE GRIEF	71
Introduction		73
CHAPITRE 1-	LE FOND DE SCÈNE JURIDIQUE	77
Section 1-	L'hétéronomie du droit de l'arbitrage de grief . . .	77
Section 2-	L'apport relatif des diverses sources juridiques exogènes	80
CHAPITRE 2-	LA LÉGISLATION HABILITANTE DU RÉGIME DE L'ARBITRAGE DE GRIEF	85
Section 1-	Les règles constitutives du régime	85
Section 2-	Les règles d'aménagement général du processus arbitral	91

Section 3-	L'application des règles générales en certains secteurs d'activités professionnelles	92
Section 4-	L'apport de sources législatives particulières . . .	94
Conclusion		97
CHAPITRE 3-	LA CONVENTION COLLECTIVE À TITRE DE SOURCE D'ENCADREMENT	99
Section 1-	Des voies préalables à l'arbitrage et au choix des parties	100
Section 2-	La procédure interne de gestion des griefs	102
Section 3-	La procédure de renvoi et d'arbitrage	109
Conclusion		110
CHAPITRE 4-	LA PRATIQUE	113
Section 1-	La notion juridique de la pratique	115
Section 2-	La pratique : source de droit conventionnel	118
Section 3-	La pratique : moyen d'interprétation	120
Section 4-	La pratique : source normative du processus d'arbitrage	122
Conclusion		125
CHAPITRE 5-	LA JURISPRUDENCE	127
Section 1-	La jurisprudence et ses divers entendements	128
Section 2-	La jurisprudence et l'arbitre de grief	132
Section 3-	La jurisprudence et ses effets de droit	135
Section 4-	L'autorité de fait de la jurisprudence	138
Conclusion		141
TITRE III-	LE GRIEF ET LES PARTIES À L'ARBITRAGE	145
Introduction		147

CHAPITRE 1-	LA NOTION LÉGALE DE GRIEF ET SON EXTENSION PAR VOIE CONVENTIONNELLE	149
Section 1-	La définition première du grief	150
§ 1.1 –	Le rattachement de la mésentente à la convention collective	150
§ 1.2 –	Les personnes assujetties à la convention collective	157
§ 1.3 –	Le grief au sens premier du terme et l'arbitrage obligatoire	163
Section 2-	La clause de maintien des pratiques antérieures, privilèges et droits acquis	164
Section 3-	Assouplissement par voie conventionnelle du concept de grief	168
Section 4-	Typologie des griefs	170
§ 4.1 –	Qualification des griefs en fonction des personnes visées	171
§ 4.2 –	Regroupement de griefs en fonction de la finalité recherchée	176
§ 4.3 –	Qualification des griefs en fonction d'incidents procéduraux	177
CHAPITRE 2-	LES PARTIES À L'ARBITRAGE	181
Section 1-	Les titulaires de tout grief	182
§ 1.1 –	L'employeur	182
§ 1.2 –	Le syndicat	185
Section 2-	Les droits du salarié	188
§ 2.1 –	Le droit d'intervention du salarié	188
§ 2.2 –	L'accès du salarié à la procédure interne de réclamation et d'arbitrage	191

CHAPITRE 3-	LE PARTICULARISME DES GRIEFS ASSIMILÉS PAR VOIE LÉGISLATIVE	197
Section 1-	Le maintien des conditions de travail.	199
Section 2-	Le contrôle du caractère juste et suffisant d'une mesure imposée par l'employeur.	204
§ 2.1 –	Le renvoi en arbitrage par ordonnance de la C.R.T.	205
§ 2.2 –	La plainte du salarié gréviste ou lock-outé et non rappelé au travail	211
§ 2.3 –	Le grief en contexte d'un retour à l'emploi de l'accidenté du travail	213
§ 2.4 –	Le non-réengagement ou un congédiement d'une personne qui occupe une fonction pédagogique chez un employeur autochtone	216
Section 3-	Les plaintes contestant la légalité d'une mesure prise par l'employeur	217
Section 4-	La plainte de harcèlement psychologique.	222
TITRE IV-	LA FONCTION ARBITRALE ET SON TITULAIRE.	235
Introduction		237
CHAPITRE 1-	CARACTÉRISTIQUES FONDAMENTALES DE LA FONCTION ARBITRALE.	239
Section 1-	La nature juridique de la fonction arbitrale.	239
§ 1.1 –	Tribunal d'origine législative.	240
§ 1.2 –	Tribunal judiciaire	242
§ 1.3 –	Tribunal spécialisé de justice civile.	244
§ 1.4 –	Tribunal au sens de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>	247
Section 2-	Les attributions de compétence de l'arbitre de grief.	248

§ 2.1 –	Les questions préliminaires en droit	249
§ 2.2 –	Assouplissement du champ arbitral : le comptoir unique	252
§ 2.3 –	La spécificité du domaine arbitral	255
§ 2.4 –	L'aire accessoire ou complémentaire de l'arbitre	261
§ 2.5 –	L'arbitre de grief devenu médiateur ou l'inverse !	264
CHAPITRE 2-	LE STATUT DU TITULAIRE DE LA FONCTION ARBITRALE	267
Section 1-	L'accès à la fonction arbitrale	267
§ 1.1 –	Les modes de constitution du tribunal d'arbitrage de grief.	268
§ 1.2 –	Les conditions d'admissibilité à la fonction arbitrale	269
§ 1.3 –	La nomination à la fonction d'arbitre	284
§ 1.4 –	Les assesseurs	290
Section 2-	Statut et fonction de l'arbitre de grief.	292
§ 2.1 –	La durée de la fonction.	292
§ 2.2 –	Les interdictions de cumul de fonctions	294
§ 2.3 –	Les conditions de service	294
§ 2.4 –	L'immunité de l'arbitre	297
CHAPITRE 3-	LES COORDONNÉES GÉNÉRALES DES POUVOIRS ET DEVOIRS DE L'ARBITRE DE GRIEF.	299
Section 1-	Exercice personnel de la fonction arbitrale	300
Section 2-	Exercice selon le processus judiciaire	301
Section 3-	Exercice des pouvoirs limité par leur finalité . .	301

TITRE V-	LA PROCÉDURE INTERNE DE RÈGLEMENT, LA MÉDIATION DU GRIEF ET LES PRÉPARATIFS À LA TENUE DE L'ARBITRAGE	305
Introduction		307
CHAPITRE 1-	LA RECHERCHE CONJOINTE DES PARTIES D'UN POSSIBLE RÈGLEMENT DU GRIEF . .	309
Section 1-	Le dépôt du grief et le renvoi à l'arbitrage	309
§ 1.1 –	Le dépôt du grief.	310
§ 1.2 –	L'étude conjointe du grief	312
§ 1.3 –	Le renvoi en arbitrage	313
§ 1.4 –	La nomination de l'arbitre	315
Section 2-	Portée et effets des suites retenues par les parties concernant un grief	317
§ 2.1 –	Le règlement par voie d'un mutuel consentement	317
§ 2.2 –	Le désistement	323
§ 2.3 –	L'importance des règlements de griefs par les parties	325
Section 3-	Le défaut de respecter la procédure préalable	327
§ 3.1 –	Contraintes inhérentes à la procédure	327
§ 3.2 –	Le respect des délais	333
CHAPITRE 2-	LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE DE GRIEF	339
Section 1-	La médiation de grief	339
§ 1.1 –	Le cumul des fonctions : médiateur et arbitre !	342
§ 1.2 –	La médiation et l'arbitrage	347

Section 2-	L'acte de médiation	348
Section 3-	Le résultat de la médiation	349
CHAPITRE 3-	LES PRÉPARATIFS IMMÉDIATS DE L'ARBITRAGE	353
Section 1-	Le choix de procureur	354
Section 2-	La convocation à l'arbitrage.	357
§ 2.1 –	La convocation des parties et des intéressés et l'organisation matérielle de l'arbitrage	357
§ 2.2 –	Processus d'assignation des témoins.	360
Section 3-	La production de documents	362
Section 4-	Les autres préparatifs à la tenue de l'arbitrage	364
§ 4.1 –	Les requêtes préparatoires et les objections préliminaires.	365
§ 4.2 –	Le maintien du <i>statu quo ante</i>	366
Section 5-	Le report de la tenue de l'enquête.	367
§ 5.1 –	La motivation d'une demande de report.	367
§ 5.2 –	Le traitement d'une demande de report	368
Conclusion.		369
TITRE VI-	LES MOYENS PRÉALABLES.	371
Introduction		373
CHAPITRE 1-	PROBLÉMATIQUE CONCERNANT LES MOYENS PRÉALABLES	375
Section 1-	Les requêtes préparatoires	375
Section 2-	Les objections préliminaires	378
Section 3-	Les demandes préjudicielles	379

CHAPITRE 2- LA SPÉCIFICITÉ DES OBJECTIONS PRÉLIMINAIRES	383
Section 1- Le contenu et les voies de mise en œuvre	383
§ 1.1 – Les objections impliquant la compétence personnelle	384
§ 1.2 – Les objections relatives à la compétence matérielle	385
§ 1.3 – Les objections portant sur la compétence formelle	387
Section 2- La décision arbitrale à la suite de l’objection préliminaire	389
§ 2.1 – La prise de décision	389
§ 2.2 – Le fondement et les effets de la décision	391
Conclusion	395
TITRE VII- L’ENQUÊTE	397
Introduction	399
CHAPITRE 1- LES COORDONNÉES GÉNÉRALES DE L’ENQUÊTE	401
Section 1- L’ouverture de l’enquête	401
Section 2- La tenue de l’enquête	408
CHAPITRE 2- LA PREUVE	411
Section 1- L’objet et la portée de la preuve	411
§ 1.1 – L’objet de la preuve	412
§ 1.2 – Les faits litigieux pertinents	412
§ 1.3 – La preuve extrinsèque	418
Section 2- Le rôle de l’arbitre et celui des parties pour l’administration de la preuve	421

Section 3-	Le déroulement de la preuve	423
§ 3.1 –	La charge de la preuve	423
§ 3.2 –	La présentation de la preuve	427
Section 4-	Les caractéristiques de la preuve	428
§ 4.1 –	Degré et qualité de la preuve	428
§ 4.2 –	L'arbitre, « maître » de la preuve !	430
Section 5-	Les moyens de preuve	432
§ 5.1 –	Choix et admissibilité des moyens de preuve . . .	432
§ 5.2 –	La preuve testimoniale	435
§ 5.3 –	La preuve documentaire	449
§ 5.4 –	La preuve par présomption	453
§ 5.5 –	La visite des lieux et l'examen d'un équipement	455
CHAPITRE 3-	LA PLAIDOIRIE	457
Section 1-	L'objet de la plaidoirie	457
Section 2-	Le plaidoyer	458
Section 3-	La clôture et la réouverture possible de l'enquête	460
CHAPITRE 4-	LES PROCESSUS ALLÉGÉS	461
Section 1-	L'arbitrage sommaire	461
Section 2-	L'arbitrage accéléré	461
TITRE VIII-	L'INTERPRÉTATION DE LA	
	CONVENTION COLLECTIVE	465
Introduction	467
CHAPITRE 1-	UNE FONCTION D'INTERPRÈTE DÉVOLUE À L'ARBITRE	469

Section 1-	Le processus et la méthode de l'interprétation arbitrale	470
Section 2-	Les sources d'inspiration de l'arbitre de grief . .	474
CHAPITRE 2-	LA CONVENTION COLLECTIVE, OBJET D'INTERPRÉTATION	479
Section 1-	L'objet de l'interprétation arbitrale	480
§ 1.1 –	La dynamique de la négociation	480
§ 1.2 –	La fonction normative de la convention collective	483
§ 1.3 –	Le mode exécutoire de sanction.	484
Section 2-	Six préalables à l'interprétation de la convention collective	486
Section 3-	Les conflits de droit ou antinomies normatives	491
CHAPITRE 3-	ONZE RÈGLES D'INTERPRÉTATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE	497
Section 1-	L'utilisation des règles d'interprétation	497
Section 2-	Onze règles d'interprétation	499
Conclusion		525
TITRE IX-	LE CONTRÔLE DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE	527
Introduction		529
CHAPITRE 1-	LES ASPECTS INSTITUTIONNELS DU CONTRÔLE ARBITRAL	531
Section 1-	Sens et portée du contrôle arbitral	531
§ 1.1 –	Fondement et étendue du contrôle de l'arbitre de grief.	532
§ 1.2 –	L'objet du contrôle exercé par l'arbitre	533

Section 2-	Les pouvoirs généraux de contrôle et de réparation	539
§ 2.1 –	L’ordonnance provisoire	540
§ 2.2 –	Le pouvoir de redressement de l’arbitre de grief.	547
CHAPITRE 2-	CERTAINS ASPECTS PRATIQUES DU CONTRÔLE ARBITRALE.	563
Section 1-	Les occasions d’intervention de l’arbitre de grief.	564
Section 2-	Les devoirs de comportement des parties et des salariés	574
§ 2.1 –	Le choix de la mesure appropriée	574
§ 2.2 –	« Obéir d’abord, se plaindre ensuite »	576
§ 2.3 –	Le devoir d’accommodement	578
Section 3-	Le contrôle de certaines mesures administratives.	579
§ 3.1 –	La procédure d’imposition d’une mesure autre que disciplinaire	579
§ 3.2 –	Le pouvoir d’intervention de l’arbitre	581
Section 4-	L’étendue du pouvoir de l’arbitre en matière disciplinaire	584
§ 4.1 –	La vérification de la légalité initiale du processus décisionnel	584
§ 4.2 –	Le contrôle de la régularité de la procédure d’imposition d’une sanction	587
§ 4.3 –	Le contrôle arbitral de la validité de la sanction disciplinaire	589
Conclusion		596
TITRE X-	LA DÉCISION ARBITRALE	597
Introduction		599

CHAPITRE 1- LE PROCESSUS DÉCISIONNEL	601
Section 1- L'élaboration de la décision	601
§ 1.1 – L'auteur de la sentence arbitrale	602
§ 1.2 – L'objet de la sentence arbitrale	605
§ 1.3 – La prise de décision	606
Section 2- La publication de la sentence arbitrale	611
§ 2.1 – Une sentence arbitrale motivée.	611
§ 2.2 – Le dispositif.	615
§ 2.3 – Publication de la sentence arbitrale	620
§ 2.4 – Le dépôt administratif	623
CHAPITRE 2- LES EFFETS DE LA SENTENCE ARBITRALE	625
Section 1- La portée de la sentence arbitrale.	625
§ 1.1 – Le dessaisissement de l'arbitre : premier effet de la sentence arbitrale	625
§ 1.2 – Les effets de la sentence pour les parties et les salariés	627
§ 1.3 – L'exécution forcée de la sentence arbitrale.	629
Section 2- Le contrôle judiciaire	632
§ 2.1 – Un nécessaire contrôle judiciaire	633
§ 2.2 – Les occasions de contrôle	636
§ 2.3 – La portée du contrôle	643
§ 2.4 – La procédure de contrôle	644
Conclusion.	647
BIBLIOGRAPHIE	649
TABLE DE JURISPRUDENCE	673
INDEX ANALYTIQUE	769